



HAL
open science

Yémen. Dix ans de pouvoir houthiste, une emprise encore précaire

Laurent Bonnefoy

► **To cite this version:**

Laurent Bonnefoy. Yémen. Dix ans de pouvoir houthiste, une emprise encore précaire. Orient XXI, 2024, 5 p. <hal-04872877>

HAL Id: hal-04872877

<https://sciencespo.hal.science/hal-04872877v1>

Submitted on 8 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Yémen. Dix ans de pouvoir houthiste, une emprise encore précaire

Laurent Bonnefoy

Centre de recherches internationales (CERI), Sciences Po/CNRS

Version auteur

Il y a dix ans, le 21 septembre 2014, les rebelles houthistes prenaient par la force le contrôle de Sanaa et renversaient le gouvernement issu du « Printemps yéménite ». Depuis lors, leur exercice du pouvoir dans de larges parties du Yémen s'est affirmé tant en interne, à travers la mise en place d'un Etat autoritaire, qu'à l'échelle régionale, où leur capacité militaire va croissante. Le 15 septembre 2024, un de leurs missiles atteignait de nouveau le centre d'Israël, éloigné de plus de 2000 kilomètres. Bilan.

Depuis vingt ans, la place prééminente occupée par les houthistes au Yémen est le fruit de divers paradoxes. Né dans les montagnes de l'extrême nord du pays non loin de l'Arabie saoudite, le mouvement emmené par la famille al-Houthi avait profité de sa confrontation militaire avec l'Etat yéménite entamée en juin 2004 pour gagner en expérience et légitimité. Au prix de dizaines de milliers de morts et de destructions de villages entiers, il avait alors accru sa puissance armée, ses connexions tribales, sa cohérence idéologique et son assise géographique jusqu'à gagner les confins de la capitale Sanaa peu avant le soulèvement de 2011.

Rattaché à une expression marginale du paysage politique et religieux, le courant de renouveau zaydite lié au chiisme dans un pays majoritairement sunnite, le groupe Ansar Allah (Partisans de Dieu) avait su mettre de côté les enjeux identitaires pour capitaliser d'abord sur le ressentiment face au pouvoir du président Ali Abdallah Saleh (jusqu'en 2012), puis contre le processus révolutionnaire du « printemps yéménite ». Ce dernier avait pourtant abouti au départ de l'ancien président et son remplacement par Abderabuh Mansour Hadi chargé de mener la transition vers la démocratie. C'est toutefois en s'alliant avec leurs anciens ennemis du clan Saleh à compter de 2012, que paradoxalement les houthistes ont atteint leur masse critique, devenant le « monstre Frankenstein » que les Yéménites connaissent.

En effet, entre 2012 et 2014, les houthistes ont pu s'appuyer sur les ressources de Saleh, financières et militaires, pour mettre à mal le processus révolutionnaire qu'ils avaient pourtant initialement soutenus. Ce faisant, tous deux pouvaient atteindre un autre de leurs objectifs : mettre en pièce leurs ennemis communs, les Frères musulmans du parti al-Islah. Pour Saleh, ce pacte devait lui permettre de se venger de ceux qui l'avaient trahi lorsqu'ils s'étaient engagés dans le soulèvement révolutionnaire.

Mais à l'évidence, l'accord était pour lui un trompe l'œil et était passé au bénéfice des houthistes. Ils pouvaient dès lors entamer une phase d'exercice et de consolidation du pouvoir qui, dix ans plus tard, perdue.

Incarner l'Etat

Passée la surprenante phase militaire de prise de contrôle de structures étatiques (radio et télévision nationale, ministères, casernes), les houthistes à compter du 21 septembre 2014 ont agi avec méthode. Leur coup d'Etat a autant été caractérisé par une volonté de dénoncer les compromis du nouveau pouvoir par rapport au projet révolutionnaire que de répondre à des aspirations réactionnaires. Les houthistes ont d'abord pu neutraliser le pouvoir reconnu par la communauté internationale en assignant à résidence le président Abderabuh Mansour Hadi. Ce dernier a pu fuir vers Aden et de là faire appel à l'Arabie saoudite qui est intervenu militairement à compter de mars 2015 pour restaurer son pouvoir et vaincre les houthistes, sans succès aucun.

Le processus interne essentiel de construction d'un Etat houthiste a été largement occulté par l'intervention armée saoudienne ainsi que par les liens entre Ansar Allah et l'Iran. L'un comme l'autre ont été certes importants et expliquent l'impasse que connaît le pays. Mais ils n'épuisent aucunement l'analyse d'un pouvoir qui s'est affirmé au fil du temps et dont l'organisation a été finalement contre-intuitive. En effet, loin de l'image de combattants rétrogrades venus des tribus arriérées des hautes terres du Yémen, l'exercice du pouvoir par les houthistes s'est avéré efficace. Ils se sont employés à incarner pleinement l'Etat dans l'ensemble des zones qu'ils ont contrôlé – le quart occidental du pays et environ la moitié de la population.

Bien que n'étant pas reconnus par la communauté internationale et confrontés aux bombardements de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite, ils ont su mettre en place des institutions qui ont empêché un effondrement général des services publics, de l'économie et de la sécurité. La stabilité du taux de change du riyal dans les zones sous leur contrôle est comparativement meilleure à celle dans les réduits du gouvernement reconnu par la communauté internationale. Le faible nombre d'attentats jihadistes atteste également de cette réalité, tout comme la permanence de médias gouvernementaux, d'une façade de vie partisane et institutionnelle.

Tout d'abord pour construire l'Etat houthiste, les nouveaux maîtres de Sanaa ont assuré une forme de continuité en s'appuyant sur les réseaux de fonctionnaire liés à Saleh. Dans les banques, l'armée, la police, les entreprises publiques la stabilité a un temps primé. Les petits fonctionnaire sou issus de domaines perçus comme moins essentiels, par exemple dans l'éducation, étaient eux délaissés, souvent privés de salaires et forcés donc de trouver des moyens de subsistance.

S'autonomiser

Progressivement les houthistes ont placé leurs hommes, d'autant plus aisément qu'Ali Abdallah Saleh en décembre 2017 s'est retourné contre eux, finissant alors assassiné. Ils ont pu recomposer les élites politiques et sécuritaires en offrant une prime particulière à leur propre groupe, les hachémites se revendiquant descendants du Prophète. Ces derniers, forme de noblesse minoritaire à l'échelle de la société mais qui joue un rôle central dans le zaydisme ont avec les houthistes retrouvé leur rang perdu au moment de la révolution de 1962 qui avait mis fin à la monarchie.

Pour mener à bien cette recomposition, ils ont pu instrumentaliser et capter une part de l'aide humanitaire internationale, prenant en tenailles les agences de l'ONU ainsi que les ONG. Celles-ci ont été depuis 2015 tétanisées par la crainte d'une famine généralisée, acceptant finalement les exigences des houthistes. C'est ainsi qu'en 2018 l'offensive contre Hodeïda, cinquième ville la plus peuplée, a pu être annulée suite à l'accord de Stockholm, ancrant leur position dans ce port et donc sur la Mer Rouge.

Parallèlement, au niveau local, les houthistes ont développé un maillage sécuritaire, accentuant la surveillance et la répression de la société civile. Ils ont pu s'appuyer sur un réflexe nationaliste en décrivant l'opération de la coalition comme une agression. L'alignement de leurs ennemis yéménites sur les positions des pays étrangers, Arabie saoudite donc mais aussi Emirats arabes unis pour ce qui concerne les sudistes, a pu faire oublier leur propre proximité idéologique et diplomatique avec l'Iran.

L'idéologie portée par leur leader Abdulmalik al-Houthi s'est affirmée, infusant dans la société à travers l'armée mais aussi les structures éducatives. Ainsi le zaydisme s'est-il transformé, parfois à travers l'instauration de nouvelles célébrations religieuses comme Achoura ou au moment du Mawlid. Un système de taxation spécifique au bénéfice des hachémites, un contrôle social des femmes et une police morale ont enfermé la société dans une logique que bien des opposants des houthistes décrivent comme totalitaire. L'idéologie est également structurée autour d'une contestation de l'ordre international, faisant de la question palestinienne un élément essentiel et ancrant le mouvement dans l'Axe de la résistance porté par l'Iran. Au plus fort de la guerre en Syrie, les portraits de Bachar El-Asad trônaient dans Sanaa.

L'idéologie reste pourtant caractérisée par des non-dits autour de la place des hachémites et des objectifs politiques internes. Bien que se revendiquant républicains, il est entendu que la prééminence d'Abdulmalik al-Houthi et de son clan en général, notamment la tutelle exercée par son demi-frère et fondateur du mouvement Hussein, tué par l'armée en 2004, acte pour les houthistes le passage vers un pouvoir héréditaire. Celui-ci s'autonomise en partie aussi de l'Etat et marginalise de fait la majorité sunnite.

Humilier les Saoudiens

L'inefficacité militaire de l'opération Tempête décisive menée par l'Arabie saoudite depuis 2015 a été largement actée, y compris par les dirigeants Saoudiens. Ceux-ci ont en effet depuis avril 2022 entrepris de se retirer du dossier yéménite. Depuis lors, les bombardements aériens des positions houthistes ont cessé, Abderabuh Mansour Hadi a été forcé à la démission et les discussions menées grâce à Mascate ont un temps donné le sentiment que la paix était à portée de main. Les houthistes toutefois n'entendaient pas faciliter le travail des Saoudiens. En interne, ils tiennent militairement leurs positions et n'ont pas réduit la pression sur Tuez par exemple. Depuis plus de deux ans, ils s'emploient à humilier l'Arabie saoudite en faisant monter le prix de la paix. Leurs exigences ont ainsi notamment été financières, visant à faire payer à la coalition les arriérés de salaires des fonctionnaires.

L'engagement armé des houthistes en Mer Rouge depuis novembre 2023 a rendu toute signature d'un accord impossible. Il a placé les Saoudiens dans l'embarras, incapables de reprendre les armes au nom des Américains et des Israéliens contre un mouvement affirmant s'engager en faveur des Palestiniens et qui a gagné en popularité sur le plan régional. Le mufti omanais, Ahmed al-Khalili avait pu signaler sa reconnaissance, tout comme Yahya Sinouar, chef du Hamas.

En dix mois, les plus de 120 attaques contre les navires marchands, de plus en plus sophistiquées, puis les missiles envoyés vers Israël en solidarité avec la population de Gaza ont de nouveau braqué les projecteurs sur le Yémen. En réaction à l'ouverture de ce nouveau front, les Etats-Unis et les Britanniques ont relancé les bombardements contre les houthistes dès décembre 2023, sans davantage de succès. Le bombardement israélien du port de Hodeïda le 20 juillet 2024 a eu pour effet principal de désorganiser l'aide humanitaire, aucunement d'affecter la capacité de projection des houthistes. Deux mois plus tard, un missile d'une nouvelle technologie explosait à six kilomètres de l'aéroport de Tel Aviv.

La stratégie régionale des houthistes pèse indéniablement sur les Yéménites ainsi que sur les populations des pays voisins. L'attaque contre le navire Ruby Mar qui transportait des engrais en mars 2024 et a coulé avec sa cargaison, puis contre le pétrolier Sounion en août 2024 rendent compte d'une logique jusqu'au-boutiste. Une marée noire d'ampleur historique a semble-t-il été évitée in extremis en septembre. L'Egypte elle-même a perdu près de la moitié des revenus liés à l'exploitation du Canal de Suez. Les ONG et agences onusiennes gérant l'aide internationales ont subi au cours de l'été une vague de répression à Sanaa. Les houthistes se sentent autorisés à s'extraire des règles internationales.

Il serait faux de considérer que la nuisance causée par les houthistes en Israël est autre chose que symbolique. Sans que cela n'affecte l'engagement sincère des Yéménites en faveur des droits des Palestiniens, nombre d'entre eux sont impatients d'en finir avec la guerre et d'exiger des houthistes une clarification de leur projet politique de long terme.

La décennie passée ne laisse, de fait, que peu de place à l'espoir. Dans ce cadre, le retour de bâton pourrait être violent pour les houthistes, les hachémites, les zaydites et ceux qui les ont soutenus.